

## Le Burundi met fin à l'importation des fertilisants agricoles

PANA, 13 août 2019 Bujumbura, Burundi - L'importation des fertilisants agricoles va s'arrêter au cours de cette année, suite à la mise en marche d'une usine locale de fabrication d'engrais organo-minéraux industriels (FOMI), a annoncé, mardi, le ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage, D<sup>o</sup> Guide Rurema.

La population va désormais trouver sur place les intrants agricoles à volonté et à bas prix, a-t-il assuré. Le vaste complexe industriel moderne a été construit à neuf km du centre-ville de Bujumbura, non loin de l'aéroport international capitale économique du Burundi. Environ 400 personnes sont employées par l'usine, crées d'une capacité de production de 120.000 tonnes par an, réparties en 50.000 tonnes d'engrais organo-minéraux et 70.000 tonnes de chaux agricole. Du côté de la même usine, on indique encore que la matière première pour la fumure organique et le calcaire dolomitique est locale à 65% et seulement 35% d'engrais chimiques sont importés de l'étranger. L'on apprend en outre, des échantillons ont commencé à être acheminés en milieu rural où les agriculteurs disent apprécier la facilité de combiner en un seul produit, la fumure organique, la chaux agricole et les engrais chimiques. Habituellement, les différents intrants importés étaient vendus séparément aux agriculteurs et à des prix jugés prohibitifs. Au niveau quantitatif, les 120.000 tonnes annuelles sur lesquelles table l'usine sont deux fois supérieures aux besoins locaux habituellement exprimés en engrais, ce qui laissera la marge à l'exportation vers les pays de la sous-région du Burundi. Par ailleurs, le Burundi pourra faire économie de devises fortes après avoir longtemps dépendu des marchés extérieurs pour ses besoins en engrais. De manière générale, l'économie burundaise repose essentiellement sur l'agriculture de subsistance, caractérisée par une forte population agricole (plus de 90% de la population totale), un morcellement des exploitations (moyenne inférieure à 0,5 ha par ménage) et une faible productivité. Le dernier « Plan national d'investissement agricole » (PANIA, 2012-2017) reconnaissait qu'au cours de la décennie écoulée, la croissance de la production agricole de 2% était inférieure au taux d'augmentation de la population qui tournait autour de 2,6%. Dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire au Burundi, le ministre de l'Agriculture annonçait dernièrement encore une série de mesures visant à booster la production vivrière et animale. Il s'agit, notamment, de l'exonération matérielle de production, de transformation et de conservation à l'importation. L'autre récente mesure jugée importante dans le secteur porte sur la subvention de sacs PICS (Purdue improved crop storage) à triple fond pour mieux conserver les céréales et les légumineuses et limiter les pertes de l'ordre de 85%, avec les vieilles méthodes de stockage la proie des ravageurs. Le jeune ministre Rurema a été le seul membre du Gouvernement à recevoir une « médaille de mérite du travail, classe de commandeur », de la part du chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, le 1er juillet dernier, à l'occasion du 57<sup>e</sup> anniversaire de l'Indépendance nationale.